Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 20 (1928)
Heft: 3

Artikel: L'économie de la Suisse en 1927
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383680

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

20me année MARS 1928 No 3

L'économie de la Suisse en 1927.

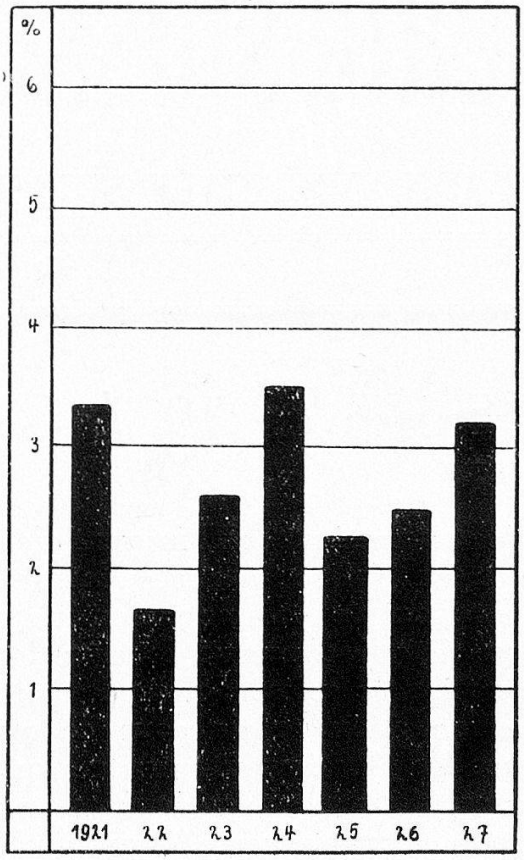
Par *Max Weber.*

L'observation exacte de la vie économique au moyen d'enquêtes-statistiques ne fut introduite en Suisse que ces derniers temps. Il est vrai qu'une statistique sur le commerce extérieur existe depuis longtemps déjà, et en ce qui concerne la situation du marché financier la Banque nationale suisse donne des renseignements périodiques depuis sa fondation. Mais pour ce qui touche aux phénomènes économiques les plus importants, tels que le nombre des chômeurs, les salaires, nous ne possédons aucune indication générale pour la période d'avant-guerre. Les prodigieuses fluctuations de prix des premières années d'après-guerre et la grande crise économique de 1920/22 occasionnèrent l'établissement d'une statistique économique suisse; celle-ci est encore loin de nous donner satisfaction. Une grande partie des chiffres dont nous disposons aujourd'hui ne remontent qu'à l'année 1921. C'est pourquoi l'on ne peut que déterminer dans une certaine mesure le développement et la situation de notre économie publique en rapport avec les fluctuations des conjonctures capitalistes. Ce n'est que lorsque la documentation aura été réunie pendant quelques décades qu'il sera possible de donner un croquis net des tendances de développement.

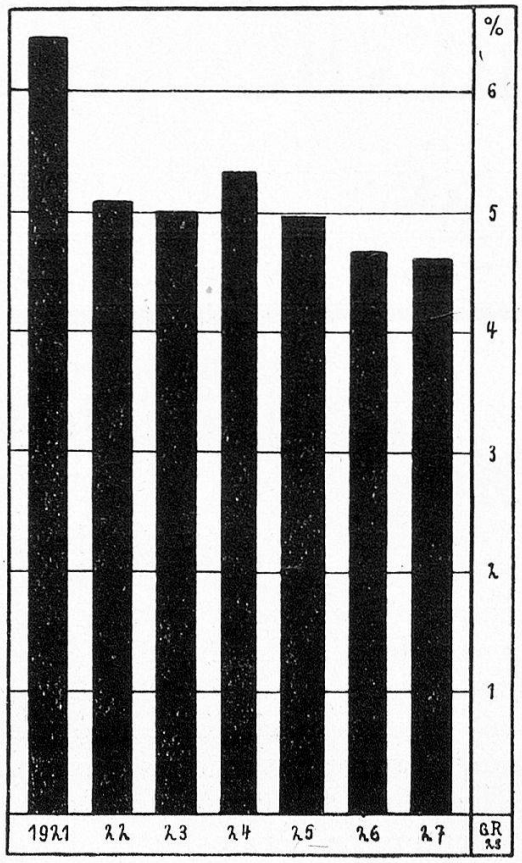
* * *

Le *marché financier* (marché de capitaux à long terme) a marqué une plus grande activité en 1927 que pendant les deux années précédentes, une conséquence de la reprise des affaires intérieures et d'une nouvelle extension du commerce international des banques suisses; le taux de l'intérêt élevé en Allemagne a particulièrement séduit le capital suisse. C'est pourquoi la moyenne annuelle du taux d'escompte privé a atteint 3,27 % contre 2,52 % l'année précédente. On aurait dit pendant un certain temps que le taux d'escompte officiel, qui se montait à 3½ % depuis le mois d'octobre 1925, devrait être élevé. Toutefois vers la fin de l'année un allégement intervint.

Taux d'escompte privé

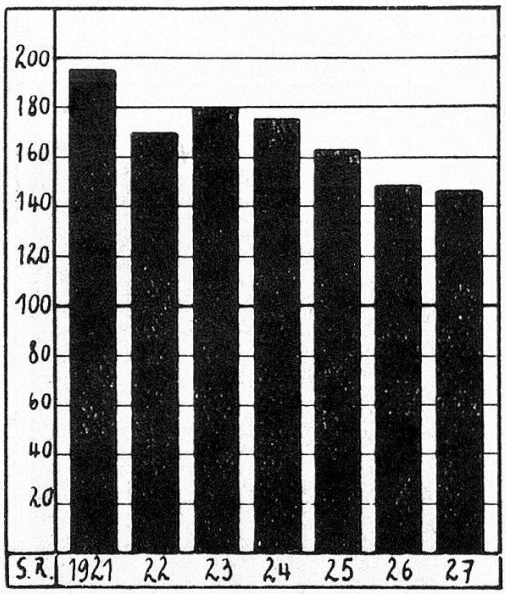


Taux des obligations
(rendement des oblig. à 3½ % C.F.F., A-K)

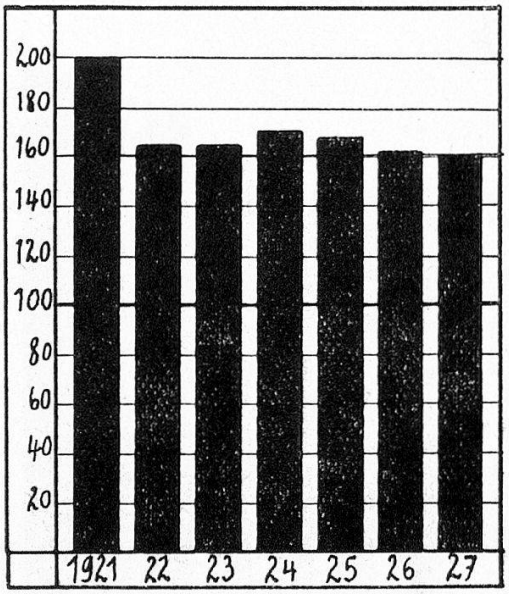


Le taux d'intérêt sur le *marché des capitaux* à long terme reste extrêmement stable depuis deux ans. La demande de capitaux d'établissement a toutefois considérablement augmenté. La somme des obligations souscrites de l'emprunt nouvellement lancé a passé de 45 millions de francs (1926) à 213 millions; le surplus provient de la Confédération, des cantons ainsi que des entreprises privées. L'amélioration de la situation économique engagea de nombreuses sociétés anonymes à procéder à des augmentations de capital, pour 213 millions au total (valeur d'émission selon la statistique de la Banque nationale) contre 142 millions en 1926. Des émissions étrangères apparurent de nouveau dans une forte mesure sur le marché financier suisse. La Banque nationale enregistre pour 219 millions de francs d'emprunt par voie d'obligations; l'émission d'actions étrangères s'élève, d'après les rapports de banque, à 400 millions de francs environ; toutefois il n'y a que des montants partiels de cette somme qui ont été placés en Suisse et de grosses sommes ont été souscrites par le capital étranger qui se trouve dans des instituts financiers suisses. Le capital nouvellement investi en emprunts par voie d'obligations et en actions doit dépasser en 1927 la somme de 600 millions de francs que nous avions admise pour 1926. Si le taux d'intérêt n'a pas augmenté malgré cela, mais a même baissé à la fin de l'année, ce fait doit

Prix du commerce de gros
(1914 = 100)



Coût de la vie
(1914 = 100)

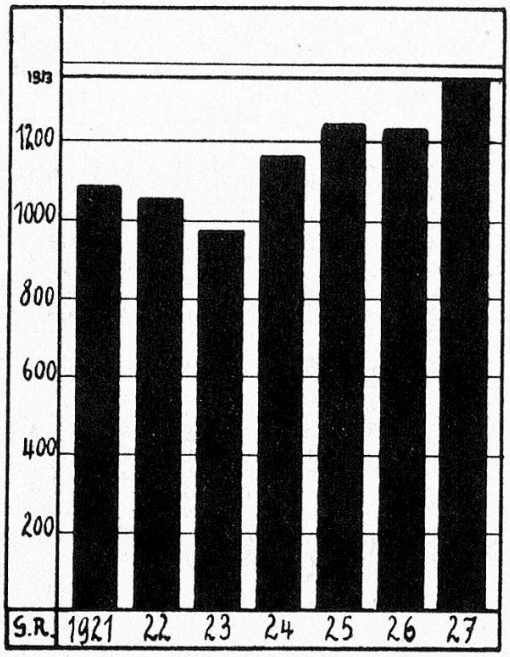


être certainement attribué à la pléthore de capitaux. Selon les comptes des banques cantonales, la petite épargne n'a pas augmenté plus fortement que l'année passée; mais une partie a justement été absorbée par l'accroissement des possibilités d'établissement.

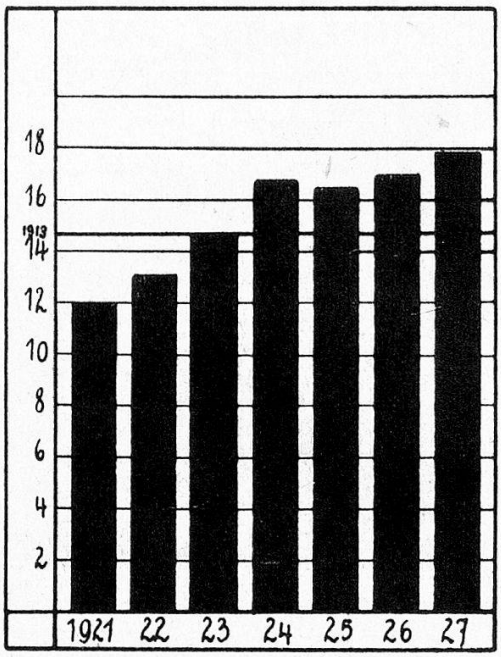
Le *marché des marchandises* présenta également l'image de la stabilité, du moins en général. Après dix ans d'état fiévreux, les prix ont retrouvé un certain équilibre. Il ne faut donc pas compter sur une nouvelle baisse des *prix du commerce de gros.* Au contraire, depuis une année la courbe a plutôt une légère tendance à la hausse. N'omettons pas que les *prix du commerce de détail* paraissent se stabiliser à un niveau qui est plus de 10 points plus élevé que les prix de gros. Cela veut dire que le renchérissement du commerce intermédiaire depuis 1914 ne s'est pas seulement accru d'une façon absolue, mais aussi relative. L'index du coût de la vie est toutefois très élevé à cause des loyers qui ne baisseront que lorsque le marché du logement sera saturé. Mais même en tenant compte de cela, l'on peut constater des différences entre les prix du commerce de gros et ceux du commerce de détail qui ne sont assurément pas dues uniquement à l'établissement tout à fait différent des deux index.

La *production* suisse en marchandises agricoles et industrielles, à l'exception de quelques produits ne donnant aucune image fidèle pour l'ensemble de l'économie, ne peut malheureusement être indiquée que par voie indirecte, au moyen des chiffres d'exportation et des quantités transportées par les Chemins de fer fédéraux. Ces derniers tiennent également compte de la production pour le marché indigène (ce qui manque dans la statistique d'exportation); par contre, au moyen du transport par chemin de fer, la valeur ne peut pas être indiquée et il manque naturelle-

Exportation
en millions de francs selon les prix de 1914



Trafic des marchandises des C.F.F.
en millions de tonnes



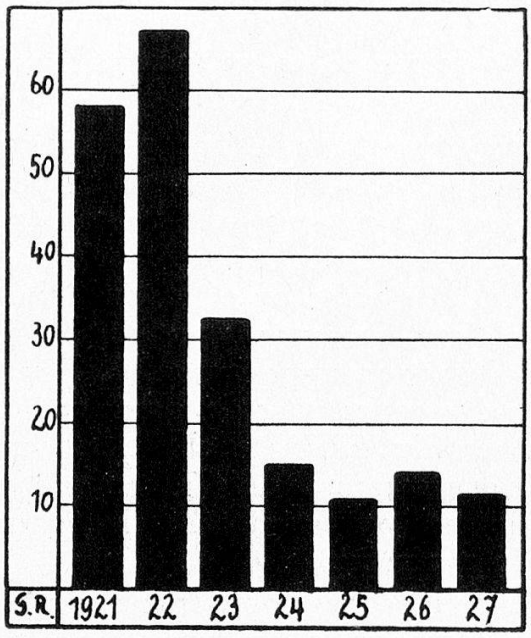
ment aussi les marchandises transportées par automobiles. Les deux chiffres n'en demeurent pas moins, dans une certaine mesure, un baromètre de la production.

Si l'on considère sa valeur d'après les prix d'avant-guerre, l'*exportation* a atteint en 1927 le niveau de 1913. Nous avons divisé la valeur de l'exportation par l'index du commerce de gros de l'année en cause, attendu que les chiffres de la période d'inflation donnaient une image complètement fausse de l'importance réelle de l'exportation.

Le *trafic des marchandises* des Chemins de fer fédéraux a également augmenté d'une manière réjouissante en 1927. En comparaison de l'année précédente, l'augmentation est d'un million de tonnes ou 6 %; les quantités transportée en 1913 sont même dépassées de 22 %. C'est aussi une preuve éloquente de la capacité de production et de la capacité de concurrence de nos chemins de fer d'Etat.

Pour la classe ouvrière, l'amélioration de la situation se traduit surtout sur le *marché du travail* par une diminution du nombre des chômeurs. Le chiffre le plus bas des personnes cherchant un emploi fut atteint en 1925, la première année de relèvement après la grande crise, où l'industrie textile était particulièrement bien occupée. L'année 1926 enregistra une rechute provenant de l'état de crise des débouchés étrangers. Le nombre des chômeurs a de nouveau diminué pendant l'année dernière. N'empêche qu'il y a encore une moyenne annuelle de 12,000 hommes désirant travailler qui sont privés d'occupation, sans gain; en réalité, leur nombre est sans doute de quelques milliers plus élevé. Le fait qu'un cer-

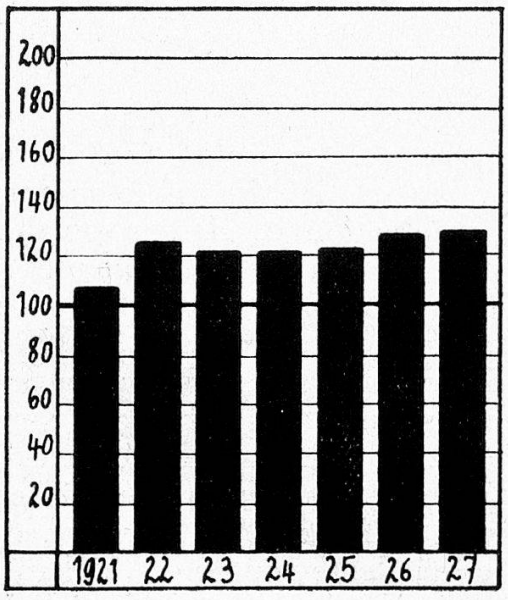
Nombre des personnes cherchant un emploi en milliers



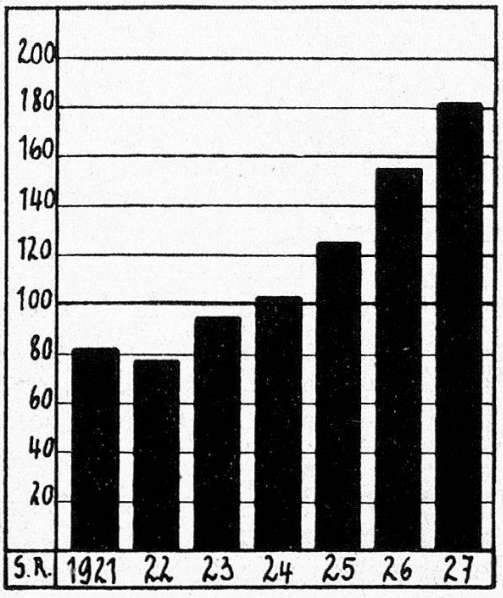
tain degré de chômage est considéré comme «normal», qu'on ne peut donc offrir aucun emploi à tous les ouvriers capables et désirant travailler, caractérise bien l'économie capitaliste. Quelle étendue doit avoir ce chômage « normal »? L'on ne peut pas dire si elle a déjà été atteinte en 1927, attendu qu'une statistique sur le chômage n'existe en Suisse que depuis 1920. En considérant objectivement les choses, l'on croirait que la vie économique capitaliste actuelle devrait pouvoir absorber aussi une partie encore des chômeurs inscrits à ce jour.

Considérons encore finalement les fluctuations qui sont intervenues dans le revenu de l'ouvrier et des actionnaires depuis 1921. D'après la statistique sur les salaires des ouvriers victimes d'accidents, le *salaire réel*, c'est-à-dire le gain en tenant compte du coût de l'existence, a augmenté comparativement à 1913. En 1926, l'index du salaire réel s'élevait à 128 pour les ouvriers qualifiés; les salaires des ouvriers non qualifiés et des femmes ne diffèrent, en comparaison de l'époque d'avant-guerre, que d'un pour-cent de

Salaires réels
(1913 = 100)



Cours des actions
(valeur nominale = 100)



ceux des ouvriers qualifiés. Pour 1927, la statistique sur les salaires n'a paru que vers la fin de l'année. Nous avons fixé provisoirement un index de 130, qui représente certainement le maximum. Cette augmentation des salaires réels provient presque uniquement de la diminution du coût de la vie. Des augmentations de salaire ne sont intervenues que dans quelques cas.

Le mouvement du *cours des actions* offre une image beaucoup plus vivante. On ne saurait le comparer sans autre avec les fluctuations des salaires. Ici les revenus des actionnaires ne sont pas directement représentés, mais l'évaluation de ces revenus par la Bourse. La situation des prix ne fut pas prise en considération, et le point de départ de l'index des actions n'est pas l'époque d'avant-guerre, mais la valeur nominale des actions, appelée parité. Depuis 1922 eut lieu une hausse constante des cours et ce dans une mesure énorme. En face de la comparaison du salaire réel et du cours des actions, l'affirmation des patrons comme quoi la conjoncture actuelle profite en première ligne aux ouvriers se révèle comme absolument erronée. C'est juste le contraire.

La crise intense et la dépression économique ininterrompue ont si profondément ébranlé les ouvriers qu'ils furent satisfaits d'avoir déjà de l'occupation et ce n'est qu'en second lieu qu'ils songèrent à leurs conditions de salaire et de travail. Mais l'on ne peut et l'on n'ose pas en rester à ce que la plus-value revenant à l'économie publique suisse de par l'amélioration de la conjoncture s'en aille entièrement dans la poche des capitalistes. C'est une criante injustice et en outre un non-sens économique. Avec les ouvriers, les paysans et les artisans, en somme tous ceux qui ne sont pas des gros capitalistes, sont intéressés à ce que ce *surplus de revenus revienne au peuple.* Car ce n'est qu'en augmentant la capacité d'achat des masses qu'une nouvelle augmentation de la production pour le marché indigène et une absorption du reste de notre armée de chômeurs est possible. C'est pourquoi la lutte des syndicats pour des *salaires plus élevés* est dans *l'intérêt de toute l'économie publique.*

L'année 1927 peut finalement être caractérisée comme suit: Elle fut pour l'économie suisse une *année de consolidation.* Cette consolidation ne s'est certes pas fait sentir dans la même mesure parmi toutes les branches de la production et classes sociales. Lorsque la *Neue Zürcher Zeitung* estime que notre économie se trouve « au seuil de la haute conjoncture », cela peut être exact d'une manière générale. Par contre, certaines branches de l'industrie ont déjà dépassé ce seuil. Le *capital suisse de la finance* (banques, sociétés financières et compagnies d'assurances) nage déjà en plein dans la *haute conjoncture.* De nombreuses entreprises industrielles également, notamment les consortiums internationaux, qui sont en partie des sociétés financières et en partie des sociétés industrielles, accusent aussi des symptômes de haute conjoncture. Les autres branches de l'industrie se sont relevées de

la crise, à part quelques exceptions (broderie et industrie des rubans de soie). Les arts et métiers ont également un degré d'occupation satisfaisant; la conjoncture du bâtiment est déjà en recrudescence à quelques endroits. Le second semestre 1927 apporta à l'agriculture une amélioration lorsque l'accroissement de l'exportation de produits laitiers permit de hauts prix. La restauration a donc profité d'abord au *capital,* notamment au *capital financier.*

Ces conditions de la conjoncture renferment un certain *danger:* Ensuite de l'importance croissante des établissements financiers en comparaison de la production indigène, les milieux capitalistes suisses compétents sont en partie *désintéressés à la politique de l'industrie* de notre pays. La conjoncture intérieure ne les touche plus si fortement, ils vivent des affaires internationales. Même la grande industrie déplace son centre de gravité de plus en plus vers l'étranger. Un pareil développement de la Suisse en un pays financier et de rentes devrait mettre *l'existence de toute notre économie publique en question.* C'est à la politique économique et financière qu'incombe la tâche de s'opposer à ces tendances réelles qui se manifestent.

	Taux d'escompte privé en %	Rendement des obligat. à 3½ des C. F. F., A-K en %	Nouvelles émissions suisses Obligations	Nouvelles émissions suisses Actions	Emissions étrangères Obligat.	Emissions étrangères Actions	Absorption du marché financier suisse total
			en millions de francs				
1921	3,39	6,46	631*	24*	—	—	655
1922	1,68	5,11	649*	17*	—	—	666
1923	2,63	4,99	325*	40*	20*	—	385
1924	3,54	5,35	336*	41*	72*	—	449
1925	2,27	4,96	304*	44*	79*	—	427
1926	2,52	4,67	45	142	298*	100*	585
1927	3,27	4,61	205	213	219	400	env. 650

D'après la statistique de la Banque nationale. * D'après la Société de banque suisse.

	Index des prix du commerce de gros 1914 = 100	Index du coût de la vie 1914 = 100	Index des salaires réels des ouvriers qualifiés accidentés 1914 = 100	Index du cours des actions Valeur nominale = 100
1921	197	200	107	82,1
1922	168	164	126	79,2
1923	180	164	121	95,0
1924	176	169	121	103,3
1925	163	168	122	133,7
1926	148	162	128	155,1
1927	147	160	130*	182,9

* Provisoirement.

	Exportation en millions de francs	Exportation en millions de francs selon les prix de 1914	Trafic des marchandises des C. F. F. en millions de francs	Nombre des personnes cherchant un emploi
1921	2140	1089	12,0	58,466
1922	1762	1050	13,3	66,995
1923	1760	978	14,7	32,605
1924	2070	1178	16,6	14,692
1925	2039	1251	16,4	11,090
1926	1837	1239	16,8	14,118
1927	2023	1373	17,8	11,824